

Question écrite n°467 - Sujet : Lutte anti-tabac

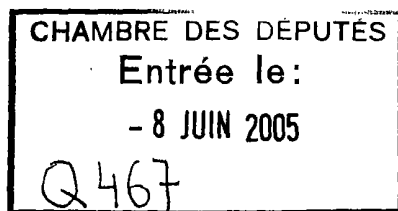
Auteur(s) : Madame Nancy Arendt épouse Kemp, Députée

Destinataire(s) : Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé

Date limite de réponse à la question : 08-07-2005

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
08-06-2005	Dépôt de la question	Document écrit de la question
01-07-2005	Réponse écrite de Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé	Document écrit de la réponse



Monsieur Lucien Weiler
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 8 juin 2005

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que je souhaite poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre de la Santé.

Les facteurs qui prédisposent les jeunes au tabagisme sont complexes et interdépendants et ils varient selon les individus et les populations. Des années de recherche ont néanmoins permis d'identifier certains facteurs courants dans l'amorce du tabagisme. Parmi ceux-ci figurent, à des niveaux élevés, l'acceptabilité sociale des produits du tabac et l'exposition et la vulnérabilité par rapport aux méthodes de commercialisation.

Avec les cigarettes en sucre ou en chocolat, un enfant a pour la première fois l'occasion d'imiter le comportement des adultes à l'égard du tabac, et ce type de cigarettes diffuse un message tout à fait inadéquat. Il faudrait décourager chez les enfants le souhait d'imiter le comportement des adultes en faisant semblant de fumer à l'aide de ces confiseries qui leur sont spécialement destinées.

La Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, ratifiée récemment par une loi luxembourgeoise, prévoit par le biais de son article 16, paragraphe 1, point d), *"l'interdiction de la fabrication et de la vente de confiseries, encas, jouets ou autres objets ayant la forme de produits du tabac attrayants pour les mineurs"*. Certains pays ont déjà suivi cette recommandation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Quelle est la législation actuelle en cette matière?
2. Est-ce que Monsieur le Ministre entend suivre la recommandation de l'article 16, paragraphe 1, point d), de la Convention-cadre de l'OMS?
3. Quelles mesures législatives et pratiques sont prévues?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Nancy Arendt
Députée



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État
La Secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement
Service Central de Législation

Luxembourg, le 5 juillet 2005

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

Personne en charge du dossier:
Nicole Sontag-Hirsch
☎ 478 - 2952

~~Luxembourg~~
CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le:
- 6 JUL. 2005

Réf.: 2004 - 2005 / 467 - 02

Objet: Réponse à la question parlementaire n° 467 du 8 juin 2005
de Madame la Députée Nancy Kemp-Arendt.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale à la question parlementaire sous objet, concernant la lutte anti-tabac.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

La Secrétaire d'Etat aux Relations
avec le Parlement

Octavie Modert



MINISTERE DE LA SANTE

Luxembourg, le 01 juillet 2005

Madame la Secrétaire d'Etat
aux Relations avec le Parlement
Service Central de Législation
L-2931 LUXEMBOURG

Le Ministre aux Relations avec le Parlement	
SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.:	SCL:
Entré le: - 4 JUIL, 2005	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	

Madame la Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe ma réponse à la question parlementaire no 467 du 08 juin 2005 de Madame la députée Nancy ARENDT.

Veillez agréer, Madame la Secrétaire d'Etat, l'expression de ma parfaite considération.

Le Ministre de la Santé,


Mars DI BARTOLOMEO



1.7.2005

MINISTERE DE LA SANTE

**Réponse du Ministre de la Santé
à la question parlementaire N° 467 de Madame la députée Nancy ARENDT
relative à une éventuelle interdiction de vente de produits
ayant la forme de produits du tabac et susceptibles d'attirer les mineurs.**

A ce stade la législation luxembourgeoise ne prévoit aucune interdiction de vente de produits de confiserie et autres objets ayant la forme de produits du tabac et susceptibles d'attirer les mineurs.

D'après mes informations une interdiction de vente de ces produits est actuellement projetée en France au moyen d'un amendement que l'Assemblée Nationale propose d'insérer au projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie. Cette interdiction est prévue non seulement à la convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac, ratifiée par le Luxembourg, mais encore à une Recommandation du Conseil (2003/54/CE). En d'autres mots l'entrave aux échanges qu'elle pourrait constituer est considérée comme étant couverte au niveau communautaire par des intérêts de santé publique.

Cela étant une mesure d'interdiction de ces produits sera intégrée dans le projet de loi renforçant les mesures anti-tabac existantes dont le Conseil de Gouvernement vient d'approuver le principe.